

Rapport financier du deuxième trimestre de 2019-2020

Pour la période terminée le 30 septembre 2019



Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada (FAC) est une société d'État fédérale financièrement autonome qui rend compte aux Canadiens et aux Canadiennes et au Parlement par l'entremise de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. La société fournit du financement et d'autres services à plus de 100 000 producteurs primaires, exploitants, fournisseurs et transformateurs à valeur ajoutée, et ce, à tous les maillons de la chaîne de valeur agricole. FAC mène ses activités à partir de 97 bureaux situés principalement dans des collectivités rurales, dans lesquels travaillent plus de 1 900 employés passionnés de l'agroindustrie.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à communications@fac-fcc.ca.

Rapport financier du deuxième trimestre de 2019-2020

Pour la période terminée le 30 septembre 2019

Le présent rapport a été préparé conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et doit être lu en tenant compte des déclarations et de l'information que contiennent le *Rapport annuel* et le *Résumé du plan d'entreprise* de FAC¹.

Résultats financiers

Le présent document contient les résultats financiers non audités de la société pour le deuxième trimestre, qui s'est terminé le 30 septembre 2019. Le 1^{er} avril 2019, FAC a adopté la norme internationale d'information financière IFRS 16 – Contrats de location visant à remplacer les normes IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27 conformément aux changements aux conventions comptables apportés par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les changements aux conventions comptables de FAC et l'incidence de la transition découlant de l'adoption d'IFRS 16 sont décrits dans la note 1 des Notes complémentaires aux états financiers consolidés.

La société est en voie d'atteindre les mesures de rendement financier qu'elle a établies pour l'exercice en cours, qui sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise* de 2019-2020 à 2023-2024.

Aperçu du bénéfice net

(millions de dollars)

	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018*	30 septembre 2019	30 septembre 2018*
Intérêts créditeurs nets	303,6	\$ 293,5	\$ 594,2	\$ 569,4
Charge pour pertes sur prêts	7,6	(17,3)	7,6	(23,6)
Produits autres que d'intérêt	3,8	9,7	7,8	32,6
Frais d'administration	(107,5)	(101,8)	(217,2)	(204,9)
Ajustement de juste valeur	(2,2)	(2,8)	(3,4)	(4,5)
Bénéfice net	205,3	\$ 181,3	\$ 389,0	\$ 369,0

*retraité

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 septembre 2019 a augmenté de 20,0 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une diminution de la charge pour pertes sur prêts de 31,2 millions de dollars et à une augmentation des intérêts créditeurs nets de 24,8 millions, contrebalancées par une diminution des produits autres que d'intérêt de 24,8 millions et une augmentation des frais d'administration de 12,3 millions de dollars.

Les intérêts créditeurs nets pour le semestre terminé le 30 septembre 2019 ont augmenté de 24,8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance du portefeuille de prêts. La marge d'intérêt nette pour le semestre se terminant le 30 septembre 2019 s'est établie à 3,12 %, soit une diminution par rapport à la marge de 3,16 % enregistrée pour la période de comparaison de 2018-2019. Cette diminution de la marge d'intérêt nette est principalement attribuable aux coûts de financement plus élevés.

La charge pour pertes sur prêts pour le semestre terminé le 30 septembre 2019 a diminué de 31,2 millions de dollars d'un exercice à l'autre, ce qui est indicateur de la solidité globale du portefeuille.

Les produits autres que d'intérêt pour le semestre terminé le 30 septembre 2019 ont diminué de 24,8 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par une baisse des gains de juste valeur relatifs à la participation dans des entreprises associées.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse <https://www.fcc-fac.ca/fr/a-propos-de-FAC/governance/reports.html>.

Les frais d'administration ont augmenté de 12,3 millions de dollars d'un exercice à l'autre en raison d'une hausse de la charge d'amortissement et des salaires, contrebalancée par une baisse des charges relatives aux installations, aux logiciels et au matériel.

Prêts

FAC a enregistré une hausse globale des prêts de 1 750 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019, ce qui a porté la valeur de son portefeuille de prêts à 37 821 millions au 30 septembre 2019. La croissance du portefeuille de prêts de 4,9 % pour le semestre terminé le 30 septembre 2019 a été inférieure à la croissance de 5,9 % enregistrée pour la même période de l'exercice précédent. Ce taux de croissance inférieur est attribuable à un volume de décaissements plus faible qu'à la même période du dernier exercice, à une augmentation des remboursements et à une augmentation de l'encours des prêts à l'ouverture.

Trésorerie

Au 30 septembre 2019, les espèces et quasi-espèces se sont établies à 862,3 millions de dollars, soit une hausse de 91,8 millions par rapport au montant constaté le 31 mars 2019, comparativement à une baisse de 75,9 millions par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2019, un montant de trésorerie de 1 348 millions a été consacré aux activités d'exploitation, tandis que les activités de placement et de financement ont généré respectivement des rentrées de fonds de 29,0 millions et de 1 410 millions de dollars.

Perspectives par rapport au *Résumé du plan d'entreprise*

FAC prévoit atteindre ou dépasser toutes les cibles financières de fin d'exercice décrites dans son *Résumé du plan d'entreprise* de 2019-2020 à 2023-2024.

Mesure	Prévision
Bénéfice net	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Rendement des capitaux propres	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Ratio d'efficience	Conforme à la cible du Plan d'entreprise
Ratio de capital total	Conforme à la cible du Plan d'entreprise

Gestion du risque d'entreprise

FAC possède un cadre de gestion du risque d'entreprise qui lui permet de cerner, de gérer et d'atténuer les risques de façon efficace, uniforme et coordonnée. La société est exposée à quatre catégories de risque principales, soit le risque financier, le risque opérationnel, le risque stratégique et le risque lié à la réputation. Le risque financier englobe les sous-catégories que sont le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité.

Le Conseil d'administration de FAC surveille le cadre de gouvernance du risque de la société, lequel s'appuie sur les politiques et les activités de comités qui guident son processus décisionnel. Le Comité de gestion du risque du Conseil d'administration examine les résultats en matière de risques par le truchement d'un rapport trimestriel sur le risque.

Il incombe à chacun des membres de l'Équipe de gestion d'entreprise d'insister sur l'importance de bien gérer le risque selon les fonctions dont il est responsable, ainsi que d'élaborer et de mettre en place des stratégies et des plans d'action judicieux pour la gestion du risque afin de gérer les risques de la société conformément à son énoncé de propension au risque.

Le processus d'évaluation des risques de FAC prévoit la détermination, l'analyse, l'évaluation, le contrôle, le suivi et la communication des risques. Ce processus est continu dans le cas des risques majeurs de la société. De plus, tous les risques sont évalués annuellement dans le cadre du processus de planification stratégique. En se fondant sur ces processus, la société a surveillé de près les activités de commerce international afin d'en cerner les conséquences financières.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements que contient le présent rapport trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités présentent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et de la trésorerie de la société, en date des états financiers trimestriels consolidés et pour les périodes visées.



Michael Hoffort, P.Ag.
Le président-directeur général



Rick Hoffman, CPA, CMA, MBA, ICD.D
Le vice-président exécutif et chef des finances

Regina, Canada
Le 6 novembre 2019

États financiers consolidés condensés

Bilan consolidé

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	30 septembre 2019	31 mars 2019
Actif		
Espèces et quasi-espèces	862 262 \$	770 517 \$
Placements à court terme	401 106	435 601
Créances et charges payées d'avance	36 879	39 879
Actifs financiers dérivés	13 531	16 459
	1 313 778	1 262 456
Prêts nets (notes 3 et 4)	37 637 157	35 873 075
Contrats de location-financement nets	56 426	20 148
Participation dans des entreprises associées	65 096	69 909
Placements de capital-risque nets	80 566	70 602
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	93 380	88 891
	37 932 625	36 122 625
Matériel et améliorations locatives	24 076	26 070
Logiciels	34 256	32 714
Matériel sous contrat de location-exploitation	99 972	121 496
Actifs au titre du droit d'utilisation	176 048	-
Autres actifs	11 538	13 419
	345 890	193 699
Total de l'actif	39 592 293 \$	37 578 780 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	50 801 \$	68 531 \$
Passifs financiers dérivés	130 \$	-
	50 931	68 531
Emprunts (note 5)		
Dette à court terme	9 224 625	9 794 234
Dette à long terme	23 341 979	20 950 075
	32 566 604	30 744 309
Passifs des prêts Transfert	212 898	160 763
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	163 572	165 205
Passifs liés aux contrats de location	176 929	-
Autres passifs	8 414	10 421
	561 813	336 389
Total du passif	33 179 348	31 149 229
Capitaux propres		
Surplus d'apport	-	183 725
Bénéfices non répartis	6 380 036	6 202 132
Cumul des autres éléments du résultat global	32 127	43 017
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de l'entité mère	6 412 163	6 428 874
Participation minoritaire	782	677
	6 412 945	6 429 551
Total du passif et des capitaux propres	39 592 293 \$	37 578 780 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Intérêts créditeurs ⁽¹⁾	446 733	\$ 402 090	\$ 878 462	\$ 774 874
Intérêts débiteurs ⁽¹⁾	143 140	108 594	284 302	205 444
Intérêts créditeurs nets⁽¹⁾	303 593	293 496	594 160	569 430
Charge pour pertes sur prêts	7 600	(17 320)	7 579	(23 618)
Intérêts créditeurs nets après la charge pour pertes sur prêts	311 193	276 176	601 739	545 812
Produit net tiré de l'assurance (Perte nette) bénéfice net tiré(e) de la participation dans des entreprises associées	4 038	4 845	10 023	10 476
	(566)	5 075	(1 772)	22 478
Gain de change net (perte) ⁽¹⁾	486	(155)	130	205
Autres charges	(192)	(100)	(561)	(566)
Intérêts créditeurs nets et produits autres que d'intérêt	314 959	285 841	609 559	578 405
Frais d'administration				
Salaires et avantages	66 143	63 198	134 184	127 453
Autres	41 355	38 610	83 001	77 437
Total des frais d'administration	107 498	101 808	217 185	204 890
Bénéfice net avant l'ajustement de juste valeur	207 461	184 033	392 374	373 515
Ajustement de juste valeur	(2 207)	(2 738)	(3 367)	(4 538)
Bénéfice net	205 254	\$ 181 295	\$ 389 007	\$ 368 977
Bénéfice net attribuable à :				
l'actionnaire de l'entité mère	205 243	\$ 181 276	\$ 388 979	\$ 368 942
la participation minoritaire	11	19	28	35

⁽¹⁾ Les données comparatives de 2018 ont été reclassées. Voir la note 18 du Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Bénéfice net	205 254	181 295	389 007	368 977
Autres éléments du résultat global				
Virement au bénéfice net des gains nets réalisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(5 475)	(5 474)	(10 890)	(10 889)
Total du résultat global	199 779	175 821	378 117	358 088
Total du résultat global attribuable à :				
l'actionnaire de l'entité mère	199 768	175 802	378 089	358 053
la participation minoritaire	11	19	28	35

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2019	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 30 septembre 2019
Surplus d'apport	183 725	\$ -	\$ -	\$ (183 725)	\$ -	\$ -
Bénéfices non répartis	6 385 868	205 243	-	(211 075)	-	6 380 036
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	37 602	-	(5 475)	-	-	32 127
Total du cumul des autres éléments du résultat global (perte)	37 602	-	(5 475)	-	-	32 127
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 607 195	205 243	(5 475)	(394 800)	-	6 412 163
Participation minoritaire	699	11	-	-	72	782
Total	6 607 894	\$ 205 254	\$ (5 475)	\$ (394 800)	\$ 72	\$ 6 412 945

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 30 juin 2018 Retraité Note 2	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 30 septembre 2018 Retraité Note 2
Surplus d'apport	547 725	\$ -	\$ -	\$ (364 000)	\$ -	\$ 183 725
Bénéfices non répartis	5 709 062	181 276	-	-	-	5 890 338
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	59 322	-	(5 474)	-	-	53 848
Total du cumul des autres éléments du résultat global (pertes)	59 322	-	(5 474)	-	-	53 848
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 316 109	181 276	(5 474)	(364 000)	-	6 127 911
Participation minoritaire	691	19	-	-	17	727
Total	6 316 800	\$ 181 295	\$ (5 474)	\$ (364 000)	\$ 17	\$ 6 128 638

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres (suite)

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2019	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 30 septembre 2019
Surplus d'apport	183 725	-	-	(183 725)	-	-
Bénéfices non répartis	6 202 132	388 979	-	(211 075)	-	6 380 036
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	43 017	-	(10 890)	-	-	32 127
Total du cumul des autres éléments du résultat global (pertes)	43 017	-	(10 890)	-	-	32 127
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 428 874	388 979	(10 890)	(394 800)	-	6 412 163
Participation minoritaire	677	28	-	-	77	782
Total	6 429 551	389 007	(10 890)	(394 800)	77	6 412 945

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2018	Incidence de l'adoption de la nouvelle norme comptable Retraité Note 2	Solde au 1 ^{er} avril 2018 Retraité Note 2	Bénéfice net	Autres éléments du résultat global	Dividende versé	Contributions de la participation minoritaire	Solde au 30 septembre 2018 Retraité Note 2
Surplus d'apport	547 725	-	547 725	-	-	(364 000)	-	183 725
Bénéfices non répartis	5 447 657	73 739	5 521 396	368 942	-	-	-	5 890 338
Gains nets (virement de gains nets) sur instruments dérivés précédemment désignés comme couvertures de flux de trésorerie	64 737	-	64 737	-	(10 889)	-	-	53 848
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur actifs financiers disponibles à la vente	(350)	350	-	-	-	-	-	-
Total du cumul des autres éléments du résultat global (pertes)	64 387	350	64 737	-	(10 889)	-	-	53 848
Total des capitaux propres attribuables à l'entité mère	6 059 769	74 089	6 133 858	368 942	(10 889)	(364 000)	-	6 127 911
Participation minoritaire	767	(13)	754	35	-	-	(62)	727
Total	6 060 536	74 076	6 134 612	368 977	(10 889)	(364 000)	(62)	6 128 638

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre 2019	30 septembre 2018	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	205 254	181 295	389 007	368 977
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux activités d'exploitation) provenant des activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs nets ⁽¹⁾	(303 593)	(293 496)	(594 160)	(569 430)
Charge pour pertes sur prêts	(7 600)	17 320	(7 579)	23 618
Ajustement de juste valeur	2 207	2 738	3 367	4 538
Perte nette (bénéfice) tirée de la participation dans des entreprises associées	566	(5 075)	1 772	(22 478)
Amortissement	9 094	4 663	18 157	9 008
Pertes de change nettes non réalisées (gains)	3 134	2 551	3 684	(6 277)
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(487 133)	(684 885)	(1 688 070)	(1 964 291)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux contrats de location-financement	(20 814)	999	(35 411)	2 726
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	12 462	9 050	30 050	45 512
Intérêts reçus ⁽¹⁾	348 100	304 057	793 622	692 462
Intérêts payés ⁽¹⁾	(132 354)	(89 613)	(261 978)	(178 737)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(370 677)	(550 396)	(1 347 539)	(1 594 372)
Activités de placement				
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux placements à court terme	(22 597)	(5 466)	35 095	(36 701)
Acquisition de placements de capital-risque	(7 989)	(6 650)	(9 875)	(6 650)
Produit à la cession et au remboursement de placements de capital-risque	377	2 150	1 192	9 150
Rentrées de fonds nettes liées à la participation dans des entreprises associées	8 004	4 827	3 041	9 849
Achat de matériel et améliorations locatives	(1 202)	(2 713)	(2 266)	(6 000)
Achat de logiciels	(4 643)	(2 420)	(7 845)	(5 495)
Achat de matériel sous contrat de location-exploitation	-	(16 125)	(704)	(39 848)
Produit à la cession de matériel sous contrat de location-exploitation	4 515	3 825	10 370	10 537
Flux de trésorerie (affectés aux activités de placement) provenant des activités de placement	(23 535)	(22 572)	29 008	(65 158)
Activités de financement				
Dette à long terme émise	2 630 000	2 569 000	5 405 000	5 654 000
Dette à long terme remboursée	(1 855 000)	(1 638 000)	(3 387 796)	(3 470 327)
Dette à court terme émise	2 268 618	3 089 760	4 338 545	4 961 722
Dette à court terme remboursée	(2 263 277)	(3 133 657)	(4 544 350)	(5 197 726)
Remboursement de capital relatif aux passifs liés aux contrats de location	(3 388)	-	(6 713)	-
Dividende versé	(394 800)	(364 000)	(394 800)	(364 000)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	382 153	523 103	1 409 886	1 583 669
Variation des espèces et quasi-espèces	(12 059)	(49 865)	91 355	(75 861)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	874 315	802 620	770 517	828 569
Effets des variations du taux de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en devises étrangères	6	(39)	390	8
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	862 262	752 716	862 262	752 716
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Espèces	783 507	752 716	783 507	752 716
Placements à court terme	78 755	-	78 755	-

⁽¹⁾ Les données comparatives de 2018 ont été reclassées. Voir la note 18 du Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés condensés (non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires consolidés et condensés (« états financiers intermédiaires ») ont été dressés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* établie par le Conseil du Trésor du Canada.

Ces états financiers intermédiaires ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans les Notes complémentaires aux états financiers consolidés condensés sont exprimés en milliers de dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de FAC.

Conventions comptables

Les conventions comptables adoptées pour préparer les présents états financiers intermédiaires sont conformes à celles appliquées dans les états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, à l'exception des conventions décrites ci-dessous.

Application des Normes internationales d'information financière (IFRS) nouvelles et révisées

Le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a formulé un certain nombre de nouvelles normes, interprétations, modifications et améliorations. Celles qui touchent FAC sont décrites ci-dessous.

Le 1^{er} avril 2019, FAC a adopté IFRS 16 – Contrats de location, qui a remplacé IAS 17 – Contrats de location, IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC-15 – Avantages dans les contrats de location simple et SIC-27 – Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location. Au moment de la transition à IFRS 16, le 1^{er} avril 2019, FAC a choisi de suivre l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un preneur à bail n'est pas tenu de retraiter l'information comparative. Par conséquent, l'information comparative continue d'être communiquée en vertu d'IAS 17, d'IFRIC 4 et de SIC-27. Des mesures de simplification ont été utilisées dans les cas où FAC n'est pas tenue de réévaluer si un contrat constitue ou contient un contrat de location à la date d'application initiale et dans les cas où le preneur à bail peut exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation d'un actif au titre du droit d'utilisation à la date d'application initiale.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, FAC a comptabilisé des actifs au titre du droit d'utilisation et des passifs liés aux contrats de location d'un montant de 180,7 millions de dollars. Les actifs au titre du droit d'utilisation représentent le droit d'un preneur à bail d'utiliser l'actif loué avec le passif lié au contrat de location représentant son obligation de verser les paiements de location applicables pour toutes les locations ayant une durée supérieure à 12 mois, sauf si la valeur de l'actif sous-jacent est faible. Ces montants sont inscrits à des postes distincts du bilan. De plus, l'amortissement et les intérêts débiteurs connexes sont inscrits respectivement à titre de frais d'administration et d'intérêts débiteurs. Il n'y a eu aucun effet cumulatif de ce changement sur les capitaux propres par rapport à l'application initiale de cette norme.

À la date d'application initiale, le taux d'emprunt moyen pondéré était de 1,714 %.

FAC n'est pas tenue d'apporter des ajustements lors de la transition à IFRS 16 pour les contrats de location dont elle est bailleur. FAC a constaté ses contrats de location conformément à IFRS 16 dès la date d'application initiale.

Les changements aux conventions comptables de FAC découlant de l'adoption d'IFRS 16 en date du 1^{er} avril 2019 sont décrits dans les pages qui suivent.

1. Principales conventions comptables (suite)

Contrats de location

À la date de début d'un contrat, FAC détermine si le contrat constitue un contrat de location ou comporte un contrat de location. En outre, à la date de début ou à la réévaluation d'un contrat qui contient un élément lié à la location, FAC comptabilise les éléments liés à la location en fonction de leurs prix distincts relatifs. S'il n'y a pas de prix distincts apparents, FAC a choisi de comptabiliser les éléments liés et non liés à la location comme un seul élément lié à la location.

À la date de début du contrat de location, FAC constate un actif au titre du droit d'utilisation et un passif de contrat de location, à l'exception des contrats de location à court terme (12 mois ou moins) et des contrats de location de faible valeur qui sont passés en charges selon une formule linéaire appliquée sur la durée du contrat de location.

Passifs liés aux contrats de location

Les passifs liés aux contrats de location sont initialement évalués à la valeur actuelle des paiements de location non payés à la date de début du contrat, actualisée au moyen du taux implicite de la location ou, s'il est impossible de le déterminer aisément, du taux d'emprunt moyen pondéré et progressif de FAC.

Les paiements de location inclus dans l'évaluation des passifs liés aux contrats de location comprennent ce qui suit :

- les paiements de location fixes, déduction faite de tout incitatif à la location;
- les paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et sont évalués initialement à l'aide de l'indice ou du taux à la date de début du contrat.

Les passifs liés aux contrats de location sont subséquemment évalués au coût amorti en augmentant la valeur comptable de manière à tenir compte de l'intérêt sur le passif de contrat de location à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et en diminuant la valeur comptable de manière à tenir compte des paiements de location versés.

FAC réévalue les passifs liés aux contrats de location au moyen d'un rajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe lorsqu'il y a une modification aux versements de contrats de location futurs découlant de l'un des événements suivants :

- la modification de l'une des conditions du contrat de location, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé;
- la modification d'un indice ou d'un taux utilisé pour déterminer les paiements de location, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen du taux d'actualisation initial;
- la modification de la portée ou de la considération d'un contrat de location qui n'est pas comptabilisé en tant que contrat de location distinct, dans lequel cas les paiements de location révisés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Si la réévaluation du passif de contrat de location entraîne la réduction à zéro de la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation connexe, un preneur à bail doit constater tout montant résiduel de la réévaluation en résultats.

Les passifs liés aux contrats de location sont inscrits à un poste distinct du bilan.

Actifs au titre du droit d'utilisation

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués initialement au coût et sont composés de l'évaluation initiale des passifs liés aux contrats de location après ajustement pour tenir compte de tout paiement de location à la date de début ou avant, déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur. Ces actifs sont subséquemment évalués au coût après déduction de l'amortissement cumulé, de la dépréciation et de toute réévaluation des passifs liés aux contrats de location de la manière décrite ci-dessus.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis entre la date de début du contrat de location et la fin de la durée de vie utile de l'actif au titre du droit d'utilisation ou la fin de la durée du contrat de location, selon la première des deux éventualités. L'amortissement est calculé selon une formule linéaire à compter de la date de début du contrat de location.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont inscrits à un poste distinct du bilan **1. Principales conventions comptables (suite)**

Selon IAS 17

Durant la période de comparaison, les paiements effectués en vertu des contrats de location-exploitation ont été passés en charges selon une formule linéaire appliquée sur la durée du contrat de location. Les coûts connexes ont été passés en charges au moment où ils ont été engagés.

Normes comptables émises mais non encore en vigueur

La société a examiné les nouvelles normes et les modifications qui ont été émises, mais qui ne sont pas encore en vigueur, et elle a déterminé que les normes suivantes pourraient avoir une incidence sur la société. La direction a entrepris l'examen de l'incidence de ces normes et modifications sur les états financiers et les conventions comptables de la société. Le Comité des normes comptables internationales (CNCI) a publié d'autres nouvelles normes, modifications et améliorations qui ne sont pas encore en vigueur et ne sont pas énumérées ci-dessous puisque FAC a déterminé qu'elles n'auraient pas d'incidence notable sur les états financiers consolidés.

Norme	Détails	Date d'application initiale
IFRS 17 – Contrats d'assurance	<p>En mai 2017, le CNCI a publié IFRS 17, qui prévoit une norme unique fondée sur des principes pour comptabiliser tous les types de contrats d'assurance. IFRS 17 fournit des renseignements à jour au sujet des obligations, des risques et de l'exécution des contrats d'assurance et consolide la transparence des renseignements financiers communiqués par les compagnies d'assurance, ce qui devrait permettre aux investisseurs et aux analystes de mieux comprendre le secteur des assurances. La norme met aussi en application un mode de comptabilité uniforme, pour tous les contrats d'assurance, fondé sur un modèle d'évaluation existant.</p> <p>FAC évalue actuellement l'incidence de cette norme. L'étendue de l'incidence de son adoption est inconnue à l'heure actuelle.</p>	1 ^{er} avril 2021

2. Ajustement lié à la période précédente

Une erreur s'est produite dans les chiffres comparatifs déclarés dans les rapports financiers trimestriels de l'exercice précédent en lien avec le montant lié à la transition à IFRS 9 comptabilisé le 1^{er} avril 2018. D'autres rajustements associés à la transition à IFRS 9 ont été requis afin d'ajuster le solde d'ouverture de la provision pour pertes sur prêts et les bénéfices non répartis en date du 1^{er} avril 2018, ce qui est principalement attribuable à une réévaluation des pertes sur prêts prévues auprès des clients de FAC. Par conséquent, FAC a procédé à la correction rétroactive de ces erreurs et a retraité les chiffres comparatifs dans les présents états financiers intermédiaires pour la période terminée le 30 septembre 2019. Les répercussions de cette erreur sur le montant déclaré auparavant dans l'État consolidé des variations des capitaux propres au 1^{er} avril 2018 se traduisent par une diminution du solde des bénéfices non répartis à l'ouverture d'un montant de 25,1 millions de dollars, contrebalancée par une augmentation du même montant au solde d'ouverture pour la provision pour pertes sur prêts (note 4). Pour obtenir tous les détails de l'incidence de la transition à IFRS 9 sur le solde d'ouverture du bilan au 1^{er} avril 2018, consultez la note 3 des états financiers annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

3. Prêts nets

(en milliers de dollars)	Terme jusqu'à échéance			30 septembre 2019	31 mars 2019
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Taux variable	3 825 216	\$ 12 955 039	\$ 340 552	\$ 17 120 807	\$ 17 480 507
Taux fixe	4 034 085	12 791 790	3 899 223	20 725 098	18 614 015
Prêts bruts	7 859 301	25 746 829	4 239 775	37 845 905	36 094 522
Commissions sur prêts reportées				(24 793)	(23 437)
Total des prêts				37 821 112	36 071 085
Provision pour pertes sur prêts				(183 955)	(198 010)
Prêts nets				37 637 157	\$ 35 873 075

4. Provision pour pertes sur prêts

Au 30 septembre 2019 (en milliers de dollars)	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	31 780	\$ 115 402	\$ 50 828	\$ 198 010
Virement au 1 ^{er} stade	2 995	(16 218)	(142)	(13 365)
Virement au 2 ^e stade	(2 809)	19 121	(3 559)	12 753
Virement au 3 ^e stade	(807)	(4 764)	20 853	15 282
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	11 952	6 430	9 367	27 749
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(6 777)	(8 448)	(14 249)	(29 474)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(6 823)	(12 841)	1 296	(18 368)
Radiations	-	(267)	(9 169)	(9 436)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	-	29	912	941
Pertes couvertes par le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	(2)	(3)	(132)	(137)
Provision totale	29 509	\$ 98 441	\$ 56 005	\$ 183 955

Au 31 mars 2019 (en milliers de dollars)	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice (Retraité – Note 2)	29 040	\$ 70 799	\$ 38 889	\$ 138 728
Virement au 1 ^{er} stade	2 716	(15 349)	(84)	(12 717)
Virement au 2 ^e stade	(4 813)	34 342	(3 539)	25 990
Virement au 3 ^e stade	(84)	(2 584)	61 563	58 895
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	17 000	43 444	1 034	61 478
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(4 664)	(6 044)	(4 378)	(15 086)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(7 397)	(9 092)	5 620	(10 869)
Radiations	(1)	(633)	(50 498)	(51 132)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	-	486	2 744	3 230
Pertes couvertes par le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	(17)	33	(523)	(507)
Provision totale	31 780	\$ 115 402	\$ 50 828	\$ 198 010

5. Emprunts

Dette à court terme

(en milliers de dollars)	30 septembre 2019		31 mars 2019	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada				
Emprunts à taux variable	3 582 386	\$	4 288 036	\$
Emprunts à taux fixe	5 140 305		4 996 874	
	8 722 691		9 284 910	
Emprunts auprès des marchés financiers				
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains ⁽¹⁾	501 934		509 324	
Total	9 224 625	\$	9 794 234	\$

⁽¹⁾ 378,5 millions en dollars américains (380,6 millions en dollars américains au 31 mars 2019)

Dette à long terme

(en milliers de dollars)	30 septembre 2019		31 mars 2019	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada				
Emprunts à taux variable	13 623 062	\$	13 860 914	\$
Emprunts à taux fixe	9 410 895		6 780 921	
	23 033 957		20 641 835	
Emprunts auprès des marchés financiers				
Billets au détail et institutionnels à taux fixe	308 022		308 240	
Total	23 341 979	\$	20 950 075	\$